



*Conférence régionale
des élus de la Baie-James*

PLACE AUX CITOYENS FORUMS EN RÉGION

Rapport final

Région 10 – Nord-du-Québec
(section sud - Jamésie)

Présenté au premier ministre du Québec,
monsieur Jean Charest

3 septembre 2004

Table des matières

INTRODUCTION	4
PORTRAIT DE LA RÉGION	4
« PLACE AUX CITOYENS »	5
PREMIER DÉFI : DÉMOGRAPHIE	5
Vos réactions et préoccupations face aux perspectives démographiques du Québec	6
DEUXIÈME DÉFI : FINANCES PUBLIQUES	6
Vos réactions et préoccupations face à l'état des finances publiques du Québec	7
PREMIER THÈME : ÉDUCATION, FORMATION ET EMPLOI	7
Comment les citoyens, les élus, les leaders et l'État peuvent-ils faire équipe pour élargir la vocation des institutions scolaires de leur région?	8
Considérant les besoins en main-d'œuvre, quelles mesures permettraient de mettre pleinement à profit les compétences et le potentiel des jeunes Québécois dans le développement de votre région? ..	9
DEUXIÈME THÈME : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, RÉGIONAL	10
ET DURABLE	10
Quelles sont, dans votre région, les responsabilités qui vous seraient nécessaires pour réussir votre développement?	11
Concrètement, avons-nous un intérêt à ce que la mise en valeur des ressources naturelles, telles que l'eau, soit davantage prise en charge par le palier régional?.....	12
Comment et à quelles conditions l'immigration peut-elle répondre aux besoins en main-d'œuvre et de développement social et économique de votre région?.....	12
TROISIÈME THÈME : SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	13
Comment les citoyens, les élus, les leaders et l'État peuvent-ils faire équipe pour privilégier la prévention et réduire la pression sur les services de santé et les services sociaux?	13
Les citoyens accepteraient-ils que l'on établisse un budget particulier à la santé, qui soit distinct du reste du budget gouvernemental et pourvu de sources de financement propres?.....	14
QUATRIÈME THÈME : FAMILLE ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL	15
Les citoyens, les élus, les leaders et l'État peuvent-ils faire équipe pour soutenir les jeunes travailleurs et travailleuses qui souhaitent avoir des enfants?	15
Les retraités qui souhaitent s'engager socialement trouvent-ils leur place dans votre région?	15
CONCLUSION	16

Introduction

Ce document fait suite au forum régional « Place aux citoyens » qui s'est tenu à Chibougamau le 19 juin 2004. Tout comme les autres régions de la province, le Nord-du-Québec (section Jamésie) a reçu la visite des coprésidents qui sont venus prendre le pouls des citoyens sur divers sujets.

Ce forum fut organisé pour les deux communautés du territoire sud de la région, soit les Jamésiens et les Cris. Les Inuits du Nunavik ont pu assister, quant à eux, à leur propre forum régional tenu à Kuujjuak.

Portrait de la région

La région Nord-du-Québec est l'une des plus jeune (créée en 1987) et la plus grande région administrative de la province avec ses 350 000 km². Elle est divisée en deux territoires, soit le Nunavik au nord du 55^e parallèle, habité presque exclusivement par les Inuits et la Jamésie au sud du 55^e parallèle, habitée par les Jamésiens (les non-autochtones) et les Cris, en proportion quasi égale.

La Jamésie compte peu d'habitants (environ 30 000) sur un immense territoire. Les villes et localités y sont alors éloignées les unes des autres, ce qui cause parfois des problèmes non négligeables.

Ce rapport final a été rédigé à partir de questionnaires dûment remplis par quelques participants ainsi que de notes provenant de 3 rapporteurs. Il reflète donc les discussions qui ont eu lieu lors de cette journée de consultation sur 6 sujets, soit la démographie; les finances publiques; l'éducation, la formation et l'emploi; le développement économique, régional et durable; la santé et les services sociaux ainsi que la famille et le développement social. Ces derniers sont d'ailleurs présentés séparément et pour chacun de ces sujets, des solutions et des propositions sont apportées.

La caractéristique la plus importante de la Jamésie et qui donne un caractère unique à la région est la présence des trois communautés distinctes, soit les Cris, les Jamésiens et les Inuits. Le territoire est conventionné et réglementé par plusieurs ententes, dont la plus connue est la Convention de la Baie-James dont découle l'Entente Cris-Québec, communément appelée « La Paix des Braves ».

Toutefois, pareillement aux autres régions ressources de la province, l'économie de la Jamésie dépend de l'exploitation des ressources naturelles, plus spécifiquement de la forêt, des mines et de l'énergie.

« Place aux citoyens »

Plusieurs intervenants ont soulevé le fait que plusieurs rencontres comme celle-ci ont déjà eu lieu dans le passé (le Rendez-vous national des régions en 2002 et la Commission d'étude sur la maximisation des retombées économiques de l'exploitation des ressources naturelles dans les régions ressources en 2003) et pourtant, les gens n'ont pas l'impression que les discussions et les propositions ont été prises en considération. Bref, les gens sont désabusés, exaspérés et commencent à être outragés puisqu'ils doivent toujours réitérer les mêmes demandes! De plus, il semble que le gouvernement n'a jamais répondu très rapidement aux requêtes des Jamésiens... et dans certains cas, les réponses sont encore attendues.

Premier défi : *Démographie*

La population du territoire jamésien est en pleine décroissance. Des changements majeurs se sont produits au niveau de la démographie en région puisqu'en 20 ans, les Jamésiens sont passés d'un peu plus de 26 000 habitants à environ 16 000. Il s'agit d'une baisse de 37 % sur 20 ans (1981 à 2001). Chez la population crie, le contraire s'est produit avec une hausse de 39 % (de 1986 à 2001). Les problématiques des Jamésiens sont donc différentes de celles des Cris. Chez les

Les Jamésiens souhaitent arrêter de discuter et veulent prendre leur avenir en main. Le plus grand obstacle à cette autonomie est souvent le gouvernement lui-même!

Un fait déplorable est que les sujets particuliers suivants sont très chers à la région et pourtant, ils n'ont pas été abordés de façon spécifique dans ce forum : forêt; mine; hydroélectricité; projet Eastmain; tourisme; fonds et programmes; desserte gouvernementale; CCQ; transport; route du Nord; route R-1005; PMVRMF; réseau larges bandes; camionnage; projets agriculture MBJ; radio communautaire régionale... Le peu de temps alloué aux participants pour s'exprimer fut soulevé et critiqué!

Toutefois, les participants espèrent beaucoup de cette rencontre. Ils souhaitent avant tout être écoutés et surtout être entendus!

Jamésiens, on s'inquiète pour les services et le maintien des infrastructures en place.

Des embêtements sont aussi causés au niveau scolaire puisque réussir à organiser une école d'une soixantaine d'élèves relève d'un énorme défi. D'autant plus qu'à ce jour, il n'existe pas de mesures facilitantes pour garder les gens en région ni pour les aider à trouver du travail. On dénonce encore aujourd'hui le fait qu'au chantier Eastmain, plus de gens en provenance de l'extérieur de la région y travaillent comparativement aux Jamésiens.

Pour cesser cette décroissance démographique, il est important de mettre en place des moyens pour garder nos jeunes et nos aînés en région. Attirer les nouvelles familles et les immigrants est aussi un défi à relever en région.

Plusieurs participants ont soulevé le fait que l'offre de travail est la clé du succès pour assurer le maintien de la population en place et pour encourager les nouvelles familles à venir s'installer en région. Comme il a été si bien dit par un participant : « s'il y a de l'emploi et de l'action dans notre région, les gens ne partiront pas et désireront même venir s'y installer! ».

Le grand défi est donc de créer des emplois en région. Comment s'y prendre?

Selon plusieurs participants, il est important de maximiser les retombées économiques de l'exploitation des ressources naturelles en région, de diversi-

fier l'économie régionale, de favoriser le partenariat, de faire plus de concertation et de mettre en place le réseau à large bande.

Il est aussi ressorti qu'il est important de maintenir ou d'augmenter les services aux résidents afin de les emmener au même niveau du reste de la province. Par exemple, certaines villes et localités ne possèdent même pas de pharmacie, ce qui n'aide en rien à garder la population vieillissante en place. Pour ce cas précis, il a été proposé au gouvernement de permettre des services plus directs malgré l'absence d'un pharmacien en place.

Concernant les immigrants, il a été proposé de faciliter leur installation en région en leur permettant, par exemple, de devenir citoyens canadiens plus facilement, d'obtenir leur permis de travail et de reconnaître leurs attestations scolaires. Mais surtout, il serait important de leur faire connaître les régions afin qu'ils considèrent l'option de s'installer dans le Nord-du-Québec.

Deuxième défi : *Finances publiques*

Monsieur Pierre Shedleur a abordé le sujet des finances publiques avec un discours décevant, non motivant et donnant une impression presque terrifiante de la situation aux yeux de quelques participants. Par contre, ce qui ressort le plus de ce point, c'est l'histoire de la transformation du diamant qui se fera

éventuellement en Gaspésie. Les Jamésiens sont très frustrés d'une telle annonce puisque cela n'aidera en rien le développement du Nord-du-Québec. Pourquoi, une fois de plus, nos ressources naturelles seront-elles transformées hors de la région?

Suite logique de cette idée, il a été proposé de faire en sorte que nos ressources naturelles fassent travailler NOS travailleurs. Par exemple, la transformation du bois devrait être encouragée en région. Il faudrait pour y arriver, favoriser le partenariat privé et gouvernemental. La recherche en 2^e et 3^e transformation devrait être jugée primordiale. La réalisation de projets d'agriculture devrait aussi être facilitée.

À ce jour, plusieurs projets ont été refusés à VVB (Villebois, Val-Paradis et Beaucanton), villages pourtant zonés agricoles.

Il a aussi été proposé d'alléger le fonctionnement bureaucratique à la base et ne pas couper dans les services et principalement, ne pas arrêter la progression.

Premier thème : *Éducation, formation et emploi*

Depuis quelques années, la démographie étant en décroissance, des modifications dans le système d'éducation en Jamésie ont été apportées. Dans le secteur de VVB, certains groupes d'étudiants ont été transférés dans d'autres écoles. En plus d'occasionner des coûts de transport élevés, cette façon de faire provoque beaucoup de fatigue chez les jeunes et contribue à diminuer leur sentiment d'appartenance face à leur village. Une des problématiques majeures en région est la difficulté de recruter des professeurs et des entraîneurs de qualité. De plus, faute de budget, certains domaines d'art (musique) sont abandonnés dans les écoles jamésiennes. Ceci est tout simplement inacceptable! Tout porte à croire que l'on se dirige vers des fermetures d'écoles et qui dit « fermeture d'école »

dit aussi « fermeture de village »! Tout le monde s'entend pour dire que pour maintenir en place les familles et attirer de nouvelles entreprises, il est nécessaire que les écoles demeurent ouvertes et fonctionnelles.

Également, nous remarquons qu'une fois de plus, le système mur à mur appliqué à l'échelle de la province désavantage la région. Par exemple, très peu de jeunes d'ici peuvent avoir accès aux prêts et bourses puisque les salaires de leurs parents sont jugés trop élevés. Pourtant, les dépenses liées aux études de ces mêmes jeunes sont pourtant elles aussi plus élevées qu'en régions centrales ou métropolitaines. Il suffit de penser au transport, à la location d'un appartement, etc. Le faible taux de scolarisation et le haut taux de décrochage sont en lien direct avec cette situation.

Un autre exemple est celui des coûts reliés aux réunions de la Commission scolaire, encore une fois très élevés à cause des longues distances à parcourir. Les représentants de la Commission scolaire ont aussi soulevé le fait que le quorum sur place exigé par la Loi est très difficile à obtenir en région.

Au niveau de la formation et de l'emploi, la situation n'est guère plus reluisante. Il arrive souvent que des cours soient annulés à cause d'un nombre insuffisant d'inscriptions. Notez ici que le terme « insuffisant » est relatif puisqu'il fait référence aux critères gouvernementaux et non régionaux.

De plus, il faut mettre un bémol sur les statistiques : même si le taux de chômage n'augmente pas, ça ne veut pas dire que tout est rose! Car les gens sans emploi quittent généralement la région.

Au premier coup d'œil, il ne semble pas manquer de travail en région. Avec le chantier Eastmain d'Hydro-Québec, il est facile de s'imaginer que tous les Jamésiens peuvent profiter de ce « boum » économique. Pourtant, à Eastmain, la région Nord-du-Québec est la moins représentée en terme de nombre de travailleurs. Ceci est expliqué, en partie, par le fait que les Jamésiens ont de la difficulté à obtenir leurs cartes de compétence de la Commission de la construction du Québec (CCQ).

Comment les citoyens, les élus, les leaders et l'État peuvent-ils faire équipe pour élargir la vocation des institutions scolaires de leur région?

Tout d'abord, avant « d'élargir » la vocation des institutions scolaires, il faudra, dans la région Nord-du-Québec, mettre en place des moyens afin de garder nos infrastructures de formation. Pour se faire, des sous seront nécessaires, davantage de sous! La même enveloppe que les autres commissions scolaires du territoire aiderait grandement.

À la Commission scolaire, les administrateurs demandent au gouvernement de modifier les exigences du quorum. Selon ces derniers, un quo-

rum fixé à 1/3 sur place permettrait de diminuer les coûts et de rendre plus efficace le système lors des réunions de celle-ci.

Il est également suggéré de favoriser le partenariat municipalités/Commission scolaire. Ceci revient à dire un partenariat avec le milieu. Cela permettrait de garder le parc immobilier de la Commission scolaire. Par exemple, il serait possible d'utiliser les infrastructures scolaires pour d'autres activités telles que le cinéma.

Finalement, depuis plusieurs années déjà, les élus d'ici mettent beaucoup d'effort pour régler la problématique des cartes de compétence de la CCQ.

Une fois de plus, nous demandons l'aide du gouvernement afin de créer un bassin pour les cartes de la CCQ, avec forma-

tion en région, pour le Nord-du-Québec. Si nous voulons maximiser les retombées de l'exploitation des ressources en région, un bassin est un outil indispensable.

Considérant les besoins en main-d'œuvre, quelles mesures permettraient de mettre pleinement à profit les compétences et le potentiel des jeunes Québécois dans le développement de votre région?

Il faut tout d'abord garder en tête que la région Nord-du-Québec présente des caractéristiques tout à fait particulières. Le mur à mur provincial nuit au développement régional. Il faut donc penser à modifier les façons de faire en fonction des particularités régionales (Nord-du-Québec : peu de gens sur un immense territoire). Par exemple, la région demande qu'il y ait modification des règles afin que même un très petit groupe d'élèves puisse suivre un cours. Le nombre minimal d'étudiants inscrits exigé doit être ajusté à la baisse comparativement aux régions plus centrales. Une autre solution serait de faciliter le partenariat avec la communauté crie afin de créer des cohortes d'étudiants plus nombreuses.

Au niveau des programmes de formation, les Jamésiens croient qu'il faut encourager la formation dans les domaines où les gens pourront travailler dans leur patelin. Pour se faire, les programmes de formation devraient être davantage adaptés aux besoins des régions. Il est aussi recommandé de permettre et de promouvoir les stages en entreprise, tant sur le plan local que régional.

Le tourisme d'aventure nordique est une avenue qui semble intéressante aux yeux de plusieurs Jamésiens. Il est donc recommandé de faciliter son implantation ainsi que son développement en région.

Mais la mesure la plus importante est d'obliger ou du moins prioriser l'occupation des emplois existants dans le Nord-du-Québec par des citoyens qui occupent le territoire. Le plus bel exemple est celui d'Hydro-Québec!

Deuxième thème : *Développement économique, régional et durable*

Le développement économique et régional est sans aucun doute le thème le plus souvent abordé par les élus et leaders de la société civile du Nord-du-Québec.

Étant une région ressource, beaucoup de demandes relatives à la prise en charge du développement régional ont été faites par le passé et continuent de faire l'objet de plusieurs discussions.

À la grande déception et consternation de tous les Jamésiens, la région Nord-du-Québec n'est toujours pas considérée par le gouvernement comme une région à part entière. Effectivement, seulement quatre directions régionales desservent le Nord-du-Québec, soit la Régie régionale de Santé de Services sociaux (RRSSS), la Société de la Faune et des Parcs (SEPAQ), Emploi-Québec ainsi que le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (MDERR). Pourtant, même si le Nord-du-Québec est la première région en terme de ressources naturelles (si on cumule forêt, mine et hydro-électricité), aucune direction régionale du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs (MRNFP) n'est

installée sur son territoire. Notons que le ministère de l'Environnement et le ministère des Transports brillent tout autant par leurs absences.

La problématique du transport est aussi un sujet chaud. Le transport aérien est très coûteux et plusieurs routes auraient besoin d'être développées et entretenues. C'est le cas de la R-1005, de la route du Nord et de la route des Monts Otish. Comment la région peut-elle augmenter, améliorer ou même soutenir son développement avec un réseau de transport déficient?

Le développement régional n'est pas toujours une facilité dans notre région, et ce, à cause de plusieurs facteurs.

- 1) le territoire est conventionné;
- 2) l'immensité du territoire;
- 3) les principaux décideurs n'occupent pas le territoire mais décident pour nous.

Quelles sont, dans votre région, les responsabilités qui vous seraient nécessaires pour réussir votre développement?

La première responsabilité qui nous soit nécessaire pour réussir notre développement est d'avoir pleine autonomie sur la gestion des ressources naturelles afin d'y maximiser les retombées de l'exploitation.

Lors d'une rencontre antérieure au forum, une et une seule demande a été acheminée au ministre responsable de la région ainsi qu'au ministre délégué aux régions afin de créer un fond basé sur les redevances sur l'exploitation des ressources. La même demande a été faite lors du forum à l'effet que ce fond soit basé sur les redevances tel que recommandé par la Commission d'étude sur la maximisation des retombées économiques de l'exploitation des ressources naturelles dans les régions ressources.

De plus, il est primordial que la région se dote de bureaux régionaux du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs (MRNFP), du ministère des Transports et du ministère de l'Environnement (MENV). Avec des fonc-

tionnaires en région, originaires de la région (si possible), il serait plus facile de faire des choix judicieux puisque les gens d'ici, qui ont à prendre des décisions, sont mieux placés pour connaître les impacts économiques, environnementaux, et sociaux de leurs décisions.

À l'avenir, il faut s'assurer que les Jamésiens soient consultés, au même niveau que les autres communautés du territoire, sur les questions qui concernent le développement de la région Nord-du-Québec.

Par ailleurs, bien que le transfert de la prise en charge des décisions vers les régions est souhaitable, il est impératif de mentionner que les montants associés à cette démarche doivent suivre tout autant.

Finalement, puisqu'il y a présence de trois CRÉ sur le territoire, il a été mentionné, lors du forum régional, que l'on donne les moyens aux trois communautés de travailler davantage ensemble pour le développement de la région.

Concrètement, avons-nous un intérêt à ce que la mise en valeur des ressources naturelles, telles que l'eau, soit davantage prise en charge par le palier régional?

Les décisions concernant la mise en valeur des ressources naturelles doivent effectivement être prises en région puisque ce sont les gens d'ici qui connaissent les besoins, les impacts et les conséquences qui leurs sont reliés.

Bien entendu, la région a besoin des instances gouvernementales afin qu'elle soit bien soutenue et guidée dans ses décisions. Les gens d'ici veulent travailler en partenariat avec le gouvernement, si possible, présent en région.

Le Nord-du-Québec souhaite une direction régionale du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs ainsi qu'une direction du ministère des Transports et de l'Environ-

nement. Les Jamésiens désirent développer l'énergie éolienne qui offre un très bon potentiel de développement et souhaitent faire du développement durable qui n'égalise pas juste à créer des aires protégées, mais qui se préoccupe aussi du niveau social, économique et environnemental. Ils veulent que le gouvernement donne les moyens à la région de faire de l'agriculture et qu'il aide le développement des petites entreprises ou organismes déjà en place qui ont comme ambition de faire de l'exploitation et/ou de l'exploration minière. Les Jamésiens ont aussi besoin de soutien gouvernemental afin de développer le réseau à large bande (intégrer santé, éducation, municipalités, organismes communautaires, H-Q, Cris, etc.)

Comment et à quelles conditions l'immigration peut-elle répondre aux besoins en main-d'œuvre et de développement social et économique de votre région?

Dans notre région, la main-d'œuvre qualifiée est une rareté. Il a donc été suggéré de mettre des moyens en place afin d'encourager les immigrants à venir s'installer en Jamésie.

Il faut par ailleurs que le gouvernement reconnaisse leurs qualifications acquises dans leur pays d'origine. Plusieurs demandes ont été acheminées au gou-

vernement afin d'implanter différentes mesures telles que d'avoir une fiscalité nordique, une prime ou un remboursement pour les jeunes s'établissant en région afin d'inciter l'immigration.

Troisième thème : *Santé et services sociaux*

En premier lieu, mentionnons que les Jamésiens sont désavantagés face aux autres régions plus centrales, puisque certaines problématiques sont particulières à la région. Tout comme en éducation, il est difficile de retenir la main-d'œuvre en région. Le manque de spécialistes et le manque de moyens (technologie moins avancée) obligent souvent les Jamésiens à se déplacer à l'extérieur de la région pour recevoir certains soins. Ceci occasionne des problèmes d'ordre psychologique (solitude) ainsi que des coûts énormes (transport, hébergement, perte de revenus, gardiennage). Le cas de Matagami et de Lebel-sur-Quévillon est un bel exemple de normes gouvernementales qui ne s'appliquent pas pour les politiques de remboursement selon la distance de déplacement. Pourtant, les gens de la région paient les mêmes impôts que les gens des régions centrales, mais les services sont bien différents...

Les jeunes Cris du territoire sont aux prises avec de graves problèmes sociaux et les dirigeants des communautés crées sont très inquiets de leurs générations à venir, par ailleurs en forte croissance démographique.

Par contre, il y a des améliorations dans certains secteurs de la région. À VVB, une infirmière du milieu a été engagée et la présence de cette dernière est très appréciée dans les écoles et dans l'ensemble de la population, plus spécialement chez les femmes enceintes et les aînés. Les gens de VVB tiennent à remercier le gouvernement pour ce très bon coup.

Comment les citoyens, les élus, les leaders et l'État peuvent-ils faire équipe pour privilégier la prévention et réduire la pression sur les services de santé et les services sociaux?

Les opinions sont assez divergentes parmi la population jamésienne lorsque l'on aborde le sujet de la santé et des services sociaux. Certains désirent que le

système se privatise en partie afin de permettre à ceux qui le désirent de payer pour un service plus direct, plus fonctionnel. Ce système serait basé sur la notion « utilisateurs/

payeurs » tout en maintenant un système de santé actuel. Vu par certains gens, déboursier de l'argent de sa propre poche peut revenir à payer moins cher puisqu'il arrive que les coûts indirects associés, par exemple à un arrêt de travail, dépassent largement ceux du traitement nécessaire. Ces gens disent qu'il faut donner à la « santé » une position économique, qu'il faut rentabiliser la « santé » et qu'il faut que la « santé » devienne une force et non un fardeau.

Par ailleurs, beaucoup d'autres Jamésiens sont tout à fait contre la mise en place d'un système à deux vitesses.

Ils suggèrent plutôt de peaufiner le système de santé actuel.

Tous s'entendent par contre sur un point : il faut permettre aux jeunes de faire du sport et des loisirs par la mise sur pied de bons programmes scolaires et parascolaires, et par l'entretien et la sauvegarde des infrastructures sportives. Ceci revient à dire que le gouvernement ne doit pas séparer la « santé » des « services sociaux » et qu'il doit prévoir davantage de programmes de prévention (conditionnement physique, alimentation, suicide, etc.) afin d'assainir les habitudes de vie des Québécois.

Les citoyens accepteraient-ils que l'on établisse un budget particulier à la santé, qui soit distinct du reste du budget gouvernemental et pourvu de sources de financement propres?

Un budget particulier à la santé n'intéresse pas les Jamésiens. Ces derniers voient cette façon de gérer la santé par des hausses d'impôt et par des aug-

mentations de paperasse bureaucratique (gestion encore plus lourde).

Quatrième thème : *Famille et développement social*

Non par manque d'intérêt, mais le quatrième et dernier thème de la journée fut abordé de façon relativement brève. Les déclarations suivantes expliquent, en partie, pourquoi :

« Pour avoir des enfants, il faut avoir confiance en l'avenir, en l'emploi! »

« Si l'économie et le social vont bien, tout va bien! ».

Il est donc possible de concevoir que des suggestions apportées lors des autres thèmes peuvent aussi contribuer à enrichir les réponses aux questionnements sur le thème de la famille et du développement social. Pour les Jamésiens, il est clair que la démographie et le développement social passent par la création d'emplois durables.

Les citoyens, les élus, les leaders et l'État peuvent-ils faire équipe pour soutenir les jeunes travailleurs et travailleuses qui souhaitent avoir des enfants?

Les jeunes familles qui désirent avoir des enfants souhaitent avoir du temps à passer avec leurs rejetons. Les entreprises qui permettent des horaires de travail intéressants sont bienvenues en région. Le gouvernement pourrait faire sa part en facilitant la mise en place

de la semaine à quatre jours. De plus, il serait important de mettre en place un programme pour les travailleurs autonomes. Bref, afin d'inclure tous ces éléments, il est suggéré d'établir une politique familiale globale avec des spécificités régionales.

Les retraités qui souhaitent s'engager socialement trouvent-ils leur place dans votre région?

Les retraités peuvent à leur guise s'engager socialement dans la région et plusieurs d'entre eux le font.

Par contre, les infrastructures ne sont pas toujours adaptées pour les soutenir et les aider dans leurs besoins.

Conclusion

Le déroulement du forum régional « Place aux citoyens » fut un succès apprécié de tous (participants et organisateurs) même si au départ, il y avait une grande réticence. Les interventions des participants, tant au niveau des citoyens que chez les élus et leaders de la société civile furent de grande qualité. Une fois de plus, il a été possible de constater que les gens d'ici tiennent à leur région et à son maintien, comme à son développement. En fait, il n'est pas exagéré de dire que les gens d'ici ont fait entendre aux représentants du gouvernement de véritables cris du cœur!

Les participants souhaitent maintenant que leurs suggestions se fassent entendre et que leur participation contribue à améliorer leurs conditions dans un proche avenir et souhaitent que les cris du cœur ne soient pas mis, comme dans le passé, de côté!